

REPUBLIQUE DE GUINEE
MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

EMPRUNT OBLIGATAIRE

Par appel public à l'épargne sur le marché national en Guinée

12,5%

Taux d'intérêt annuel

Du 1er au 31 Décembre 2024

2000 milliards

GNF

Arrangeur Afriland First Bank

Maturité
06 ans

Amortissement du capital
Annuel

Fiscalité
Titres Affranchis d'Impôts et Taxes

Valeur nominale
5 millions de GNF



Eco-tidien

Hebdomadaire d'informations économiques et financières - Récépissé N°0127/RDDJ/C19/BRP du 06 avril 2011



INDUSTRIE DES ASSURANCES

Les acteurs du marché préparent un nouveau plaidoyer

Dans une étude à livrer au plus tard le 15 janvier 2025, les acteurs entendent montrer les bénéfices de l'élargissement d'une couverture obligatoire. P.4

CAPITALISATION BOURSIERE

Un vase d'opportunités pour la finance digitale

Mobile money, intelligence artificielle, crowdfunding et autres outils numériques ont été mis en avant par les experts à l'occasion de la semaine de l'investisseur Cemac close le 22 novembre dernier. P.4



Brice Beumo, DG de Beko Capital Advisory S.A

« S'il n'y a pas de marché secondaire, il n'y a pas de bourse »

Dans cette interview exclusive accordée au journal ECO-TIDIEN, Brice Beumo ressort les clés du développement du marché financier de la CEMAC dont il maîtrise les rouages. P.6-7



ADMINISTRATION DOUANIERE

Ce que le gouvernement du Cameroun entend mettre en œuvre en 2025



ENTREPRISE

MÉDAILLE DE TRAVAIL

SCB Cameroun valorise le professionnalisme de ses employés

Vendredi 29 novembre 2021, SCB Cameroun, filiale du groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank, a une fois de plus procédé à une reconnaissance honorifique de ses collaborateurs à Douala, pour leur fidélité, leur professionnalisme et leur attachement à la banque en les distinguant lors de la Cérémonie de remise des Médailles du Travail. Cette évènement a été présidé par Grégoire Owona, le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale qu'accompagnait le gouverneur de la Région du Littoral Samuel Dieudonné Ivaha Diboua.



Edouard Ekotto, pour le compte des heureux récipiendaires a salué ces distinctions de reconnaissance du mérite et du travail abattu par les uns et les autres... mais surtout la fidélité pour la plupart, qui malgré l'avènement de nouvelles banques et institutions financières dans la sous-région Afrique Centrale et au Cameroun, sont restés performants et loyaux. Grâce à cette fidélité, les chiffres de la banque sont toujours allés croissant et les différents clients, notamment les entreprises et ménages, ont pu toujours trouver satisfaction auprès de leurs banques...ce qui permet à la banque aujourd'hui de rester toujours l'un des leaders du marché bancaire au Cameroun.

Tout en saluant les propos aimable du délégué du personnel, Alexandre Beziaud, directeur général de la SCB Cameroun a indiqué que « Le Groupe Attijariwafa bank par sa filiale SCB Cameroun, croit au potentiel de sa ressource humaine associés aux plus de 220 000 clients de la banque qui bénéficient de la participation, l'accompagnement et le soutien de la banque dans leurs initiatives personnelles et professionnelles » avant de poursuivre « C'est dire qu'avec SCB Cameroun, les personnes et les entreprises camerounaises réalisent leurs rêves individuels et collectifs ; tout en conduisant le Cameroun vers son ambition affichée à horizon 2035 ». La responsabilité sociétale de la banque se distingue ainsi par sa reconnaissance envers les employés qui depuis 10, 15 et 25 ans ont servi, pas seulement la banque, mais le Cameroun tout entier. Globalement, ce sont 96 médailles d'honneurs de travail qui ont été remis aux employés méritant de la banque soit :

- 25 ans et plus
- 29 Médailles de Vermeil pour ceux ayant travaillé pendant 15 ans et plus
- 59 Médailles d'Argent pour les récipiendaires d'au moins 10 ans.

« En vous félicitant pour vos parcours respectifs, je vous recommande de capitaliser ces années en partageant et transmettant aux plus jeunes et nouvelles recrues une culture de rigueur et d'intégrité. Plusieurs d'entre vous, le font déjà en participant à l'engagement citoyen de notre banque par la formation et l'encadrement qu'ils offrent aux jeunes diplômés. A titre d'exemple, les près de 300 jeunes qui ont été reçus à la SCB Cameroun depuis le début de cette année ; ont été tous encadrés par plusieurs d'entre vous dans le cadre des stages académiques, professionnels, d'imprégnation et en Stage pré emploi » a conclu Alexandre Beziaud.

André Noir

Ils ont pu recevoir de la banque, une reconnaissance à la mesure des efforts de professionnalisme, d'abnégation et de fidélité, vis à vis de l'institution financière, des mains du Ministre du travail et de la sécurité sociale, qui au nom de L'Etat du Cameroun, leur a recommandé de continuer sur la même lancée et de servir les Camerounais à travers la banque qui les emploie, avec dévouement, rigueur et patriotisme. Le délégué du personnel, Paul

Eco-tidien

Tous les lundis dans vos kiosques



Hebdomadaire Economique et Financière

Bien informer pour mieux investir en Afrique

contacts: **696 82 03 94 / 677 23 95 67**

MÉDAILLES DE TRAVAIL

Standard Chartered Bank Cameroon récompense ses employés méritant dans un contexte de cession

Grégoire Owona, ministre du Travail et de la sécurité sociale a procédé vendredi 29 décembre 2024 à Douala à la remise des médailles d'honneur du travail à 43 employés récipiendaires de la Standard Chartered bank Cameroon. Ce sont au total 62 médailles dont 15 en or, 20 en vermeille et 27 en argent qui ont été attribuées aux employés en reconnaissance à la Nation dans un contexte d'au revoir à l'institution qui vient de passer aux mains du Nigerian Access Bank.

« La cérémonie de remise des médailles de cette année revêt une signification particulière, car ce sera la dernière célébration de l'histoire moderne de Standard Chartered Bank au Cameroun. Comme nous le savons tous, le 14 avril 2022, le Groupe Standard Chartered a annoncé sa décision stratégique de céder ses opérations sur sept (7) marchés, dont le Liban, l'Angola, la Gambie, la Sierra Leone, le Zimbabwe et la Jordanie, ainsi que le Cameroun, et également de cesser ses activités de banque de détail en Côte d'Ivoire et en Tanzanie. Suite à cette annonce, Standard Chartered Bank et Access Bank Plc ont conclu des accords le 14 juillet 2023, pour la vente de la participation de Standard Chartered dans ses filiales en Angola, au Cameroun, en Gambie et en Sierra Leone, et de ses activités de banque de détail, de banque privée et d'entreprise en Tanzanie » a rappelé Idrissa Kamara, directeur général de Standard Chartered Bank Cameroon lors de son allocutive. « Nous sommes convaincus qu'Access Bank fournira une gamme complète de services bancaires et assurera la continuité des activités pour toutes les parties prenantes, y compris les employés et les clients de Standard Chartered. Access Bank et Standard Chartered Bank travailleront en étroite collaboration au cours des prochains mois pour finaliser la transaction et

assurer une transition en douceur » a-t-il poursuivi.

Toutefois, la banque qui occupe le 13e rang au classement 2023 selon le journal EcoMatin, avec un total bilan de 200 milliards de Fcfa a des états de service élogieux. « Alors que nous nous apprêtons à passer le relais à Access Bank PLC, il convient de mentionner que tout au long de notre histoire au Cameroun, qui s'étend sur plus de 38 ans aujourd'hui, la Standard Chartered Bank a servi de catalyseur pour le développement socio-économique, en s'associant et en soutenant le gouvernement et le peuple camerounais dans son développement et sa transformation économiques » a indiqué Idrissa Kamara.

Pour preuve, rien que cette année, Standard Chartered Bank Cameroon a signé trois accords de financement avec le gouvernement pour le projet de construction de routes et de ponts Ebolowa/Kribi et Akom II, le projet agricole pour l'aménagement de périmètres irrigués de 35 000 hectares dans l'Adamaoua, au Cameroun, dans l'extrême nord, et le projet FEICOM, pour l'acquisition d'équipements de terrassement et de concasseurs pour aider les communautés à éliminer les obstacles dans les zones forestières/boisées et les réseaux routiers critiques dans les zones rurales des communes du

Cameroun...

S'il est clair que les objectifs de bonne gouvernance, de développement économique et de protection de l'environnement « ont tous été largement atteints, grâce au leadership de notre Comité de Direction et au dévouement et à l'engagement de tous nos collaborateurs, il est donc naturel que nous nous arrêtons aujourd'hui pour célébrer les acteurs de cette aventure humaine hors du commun » se réjouit le manager de la Standard Bank Cameroon.

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale, Grégoire OWONA, a félicité la banque pour toutes les performances réalisées. Il a félicité tout le personnel pour avoir fait de la Standard Chartered Bank Cameroon, une banque aux voyants verts. « Je vous souhaite bon vent ! Continuez à avoir la maîtrise de votre gestion. J'exhorte les délégués du personnel à poursuivre leurs efforts de maintien du dialogue social », a-t-il souligné, avant de poursuivre : « Ces médailles vous sont remises au nom du Président de la République. Il s'agit donc de la reconnaissance de la Nation toute entière ».

Ce sont 62 médailles d'honneurs de travail qui ont été remis 43 récipiendaires



Le ministre grégoire Owona remettant la médaille à un récipiendaire

méritant de la banque soit :

- 15 Médailles d'Or
- 20 Médailles de Vermeil
- 27 Médailles d'Argent

« Je tiens ici, une fois de plus, à exprimer notre profonde gratitude aux collaborateurs de la banque, au Conseil d'Administration de la Banque, au Gouvernement de la République du Cameroun, pour ses efforts visant à améliorer l'environnement des affaires. Nous resterons fidèles à notre engagement de continuer à travailler efficacement pour pérenniser notre valeur de franchise et transférer une entreprise saine et viable à Access Bank Cameroon » a conclu le directeur général de la Standard Chartered Bank Cameroon.

André Noir

STRATEGIE

Huaxin Cement renforce sa stratégie d'expansion en Afrique avec l'acquisition de Lafarge Africa

Le groupe suisse Holcim, leader mondial des matériaux de construction innovants et durables, a annoncé la vente de sa participation de 83,8 % dans Lafarge Africa au Nigeria au géant chinois Huaxin Cement. Montant de la transaction : un milliard de dollars. De son côté, Huaxin Cement poursuit son expansion en Afrique. Le groupe de Wuhan enchaîne les acquisitions sur un continent où la demande de ciment devrait croître de 77%, d'ici 2030.



Lafarge Africa entre les mains de Huaxin Cement

Le groupe helvétique indique que ce désengagement, prévu pour être finalisé en 2025 sous réserve des autorisations réglementaires, fait partie intégrante de sa stratégie de rationalisation de ses activités et de recentrage sur des marchés jugés plus stratégiques.

Holcim a choisi de céder Lafarge Africa, acteur majeur sur le marché nigérian, pour recentrer ses efforts sur ses activités nord-américaines. Le groupe prévoit de scinder cette division et de l'introduire en Bourse aux États-Unis d'ici le premier semestre 2025. L'Amérique du Nord représente actuellement 25 % du chiffre d'affaires

de Holcim et bénéficie de perspectives de croissance renforcées grâce au plan d'infrastructures de 1 200 milliards de dollars lancé par l'administration Biden.

Holcim entend tirer parti de ces investissements massifs tout en renforçant son portefeuille de produits durables, tels que le ciment à faible émission de carbone. L'investissement du groupe, en septembre 2024, dans Sublime Systems, une start-up américaine spécialisée dans les matériaux bas carbone, illustre cette ambition.

Lafarge Africa : une performance solide malgré les défis

Pourtant, Lafarge Africa, deuxième producteur de ciment au Nigeria derrière Dangote Cement, affiche des résultats financiers solides malgré un environnement économique difficile. En 2023, l'entreprise a enregistré un chiffre d'affaires de 405,5 milliards de nairas (NGN), soit environ 240,5 millions \$, en hausse de 8,7 % par rapport à 2022. Le bénéfice net a également progressé, pour atteindre 60,1 milliards NGN, soit une augmentation de 52,9 %. Cette dynamique

s'est poursuivie en 2024, avec un chiffre d'affaires de 479,5 milliards NGN sur les neuf premiers mois de l'année, contre 289,1 milliards sur la même période en 2023.

Pendant, le marché nigérian reste marqué par de nombreux défis, notamment liés au naira. Au cours des neuf premiers mois de l'année dernière, les trois principaux producteurs de ciment du pays – Dangote Cement, WAPCO (Lafarge) et BUA Cement – avaient enregistré une hausse marquée de leurs pertes de change, qui avaient grimpé en moyenne de 441 % en glissement annuel pour atteindre un total de 135 milliards de nairas.

Malgré ce contexte défavorable, marqué par une volatilité des devises et un cadre réglementaire complexe, les trois entreprises avaient réussi à afficher un bénéfice avant impôts combiné de 478,6 milliards de nairas, soit une croissance moyenne de 15,28 % par rapport à l'année précédente.

Huaxin Cement s'implante davantage sur le continent

Pour Huaxin Cement, cette acquisition renforce sa stratégie d'expansion en Afrique. En 2021, le groupe chinois avait acquis une participation de 75 % dans Lafarge Zambia ainsi que l'intégralité de Lafarge Cement Malawi. L'année suivante, il avait ajouté à son portefeuille la Natal Portland Cement Company en Afrique du Sud. Avec l'achat de Lafarge Africa,

Huaxin Cement consolide sa présence sur un marché africain en plein essor, où la demande en matériaux de construction est portée par une urbanisation rapide et d'importants projets d'infrastructure.

Avec une population de plus de 200 millions d'habitants, qui devrait atteindre 400 millions d'habitants d'ici 2050, le Nigeria est le pays le plus peuplé d'Afrique et l'un des plus gros consommateurs de ciment du continent, avec une demande estimée à 30,5 millions de tonnes en 2023 et des projections de consommation pouvant dépasser 50 millions de tonnes par an d'ici 2030.

Huaxin Cement mise sur les besoins croissants en infrastructures pour alimenter sa croissance. Selon la Banque africaine de développement, le continent nécessite chaque année entre 130 et 170 milliards de dollars d'investissements en infrastructures, une opportunité pour les entreprises du secteur. En Afrique subsaharienne, la demande mondiale de ciment est promise à une croissance de 77 % d'ici 2030, alors que selon la World Cement Association, elle devrait rester stable à l'échelle mondiale sur la période 2024-2030.

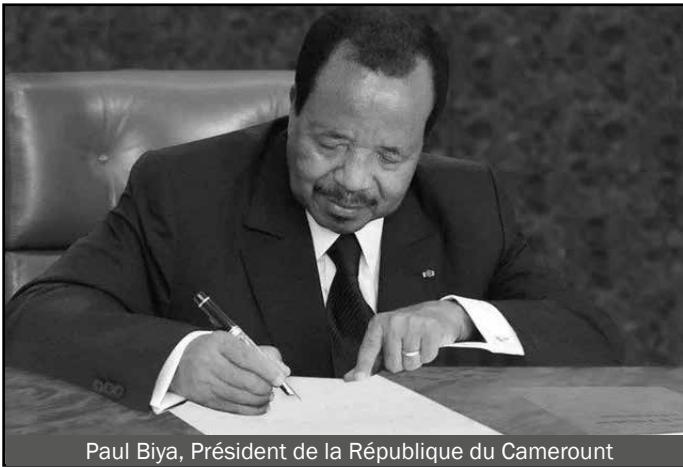
Placide Onguéné

BAROMETRE

ELECTRICITÉ

49 milliards Fcfa pour le Plan de redressement d'urgence

Le président de la République, Paul Biya (photo), a signé le 3 décembre 2024 un décret habilitant le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, à entreprendre un prêt de 74,25 millions d'euros (environ 49 milliards de FCFA) auprès de la Banque africaine de développement (BAD).



Paul Biya, Président de la République du Cameroun

Ce financement sera consacré à la mise en œuvre du Programme d'appui au redressement du secteur de l'électricité au Cameroun (Parsec), qui vise à améliorer la production, la distribution et la gouvernance du secteur énergétique national. Cette habilitation présidentielle fait suite à l'approbation, par le conseil

d'administration du Groupe de la BAD, du prêt accordé au Cameroun le 14 décembre 2023 pour financer la première phase du Parsec. Le Parsec s'inscrit dans une série de réformes ambitieuses destinées à relever les nombreux défis du secteur de l'électricité dans le pays. Selon la BAD, ce programme accompagnera l'État camerounais dans la mise en œuvre des réformes nécessaires entre 2024 et 2025. L'objectif à long terme est de porter la capacité de production électrique à 5 000 MW, suffisant pour couvrir les besoins internes tout en permettant au Cameroun de devenir un exportateur d'énergie, notamment vers le Tchad.

Cependant, le secteur électrique camerounais fait face à des défis majeurs, comme des

rendements de transport et de distribution faibles, une main-d'œuvre insuffisante et peu qualifiée, ainsi qu'un système de recouvrement des redevances inefficace. Le Parsec prévoit une série d'actions concrètes pour résoudre ces problèmes. Parmi les mesures phares du programme, figurent la réduction des pertes commerciales d'électricité, l'amélioration du recouvrement des paiements et l'instauration d'un système de comptage prépayé. Ce dernier prévoit l'installation de compteurs intelligents, surtout dans les bâtiments publics, pour mieux contrôler l'utilisation de l'énergie. En parallèle, une campagne de sensibilisation sera menée pour informer la population sur le fonctionnement du prépaiement et familiariser les citoyens avec ce nouveau système.

Le programme met également l'accent sur le développement des ressources humaines grâce à des initiatives de formation visant à constituer un personnel qualifié tout au long de la chaîne de valeur de l'électricité, de la production à la distribution. Ces formations

ont pour objectif de mieux répondre aux défis technologiques, organisationnels, environnementaux et financiers du secteur, tout en renforçant la gouvernance globale. Le financement obtenu répond à une requête du gouvernement camerounais soumise à la BAD en mai 2023. Il intervient dans un contexte de déséquilibre financier du secteur, marqué par une progression limitée du taux d'accès à l'électricité et la sous-performance des opérateurs du secteur au Cameroun.

Pour relever ces défis, le gouvernement a adopté, en février 2023, un Plan de redressement du secteur de l'électricité destiné à guider les réformes et les actions nécessaires. Ce plan, qui s'étend sur la période 2023-2030, nécessite un investissement total de 6 000 milliards de FCFA. Il ambitionne de surmonter les obstacles entravant l'émergence énergétique du pays, en améliorant la production, la distribution et la gouvernance du secteur.

Omer Kamga

CAPITALISATION BOURSIÈRE

Un vase d'opportunités pour la finance digitale

Mobile money, intelligence artificielle, crowdfunding et autres outils numériques ont été mis en avant par les experts à l'occasion de la semaine de l'investisseur Cemac close le 22 novembre dernier.



Le digital permet un accès plus rapide et plus facile au marché

La dynamisation du marché financier de l'Afrique centrale préoccupe. Depuis le processus d'unification intervenu en 2019, les performances de la place de Douala laissent sur la faim. Entre des actions qui cherchent preneurs et une cote animée par seulement six entreprises, il y a encore du chemin à faire. Les autorités cherchent alors à faire sortir le marché financier de la sous-région de sa torpeur. A la faveur de la semaine internationale de l'investisseur Cemac 2024 (SIIC), les acteurs du marché ont ouvert les échanges pour explorer les opportunités de la finance digitale dans l'accroissement de la capitalisation boursière en zone Cemac. Dans son propos introductif, Dr Marlize Ngnidjio Tsapi, modérateur, a rappelé les dernières opérations ayant permis de relever la capitalisation boursière du marché de la BVMAC. Mais à l'unanimité, les experts au panel ont démontré qu'avec l'aide de la finance digitale, on peut faciliter l'investissement sur le marché financier et relever le niveau de capitalisation.

C'est ce qu'a soutenu Noëlle Kouo Ngamby, directeur général de EDC Asset Management Cemac et présidente de l'Association des sociétés de gestion de portefeuille d'Afrique centrale. « Le digital agit comme facilitateur. Il permet un accès plus rapide et plus facile sur le marché », a-t-elle déclaré. Prenant alors l'exemple du mobile money, elle a démontré comment à l'aide de cet outil, l'investisseur peut facilement faire des placements, sans

plus dépenser d'argent de transport tout en gagnant en temps. En outre, le digital a permis qu'on puisse fractionner les produits financiers. Les asset manager permettent qu'on ait accès à ces produits à prix réduit, a-t-elle expliqué. Le crowdfunding, l'intelligence artificielle, les robot adviser ou encore les cryptos sont d'autres outils mis en exergue par les experts et à partir desquels on peut travailler à augmenter la capitalisation boursière de la bourse de l'Afrique centrale. On peut aussi utiliser le big data pour anticiper le comportement des acteurs et des actifs sur le marché et orienter l'investisseur vers des produits/actifs rentables. Pour Aristide Ngalani, directeur réseau et distribution chez Digi Capital Asset Management, il faut trois facteurs clé pour dynamiser le digital : la régulation, les produits et une plateforme. « En tant que société de gestion, nous sommes limités. Mais, nous travaillons sur des produits qui seront soumis à l'appréciation du régulateur. Une fois qu'ils seront validés, nous allons les mettre sur le marché », a-t-il confié. Pour lui, il y a une opportunité à dynamiser le marché financier à travers des outils digitaux. « Il y a une vraie appétence à l'épargne dans notre région. Un montant représentant environ 10 à 15% du PIB est une épargne qu'il faut encore capter » et cela est possible avec le développement des outils et des plateformes sécurisées », a-t-il expliqué. Seulement, dans le monde digital, le risque n'est jamais très loin.

« Cela va être un jeu d'équilibriste entre saisir les opportunités du digital et minimiser les risques », prévient Aristide Ngalani. La sécurité passe alors par l'éducation financière, afin de construire une communauté d'investisseurs prudents, résilients et intelligents. Elle passe aussi par la régulation qui garantit l'attractivité du marché.

Placide Onguéné

INDUSTRIE DES ASSURANCES

Les acteurs du marché préparent un nouveau plaidoyer

Dans une étude à livrer au plus tard le 15 janvier 2025, les acteurs entendent montrer les bénéfices de l'élargissement d'une couverture obligatoire.

La Fédération des sociétés d'assurances de droit national africaines (FANAF) prépare son plaidoyer pour l'élargissement de l'assiette des assurances obligatoires au sein de ses Etats membres. Avec le régulateur (CIMA), la réflexion remonte à plusieurs années, notamment en octobre 2023, alors que les deux institutions participaient à la table ronde de la 41e assemblée générale de la FANAF à Marrakech au Maroc. Dans le droit fil, la FANAF a sollicité depuis le 29 octobre dernier une expertise pour réaliser une étude complémentaire sur de nouvelles assurances obligatoires. Selon les termes de référence, le choix du cabinet devrait intervenir ce 27 novembre et les travaux attendus avant le 15 janvier prochain. Au-delà de l'argumentaire, la FANAF attend des analyses soutenues par des données et des études, a-t-elle précisé. A l'occasion du Forum des marchés d'octobre 2023, Aymric Kamega et Rosalie Logon, assureurs, avaient proposé une présélection d'assurances obligatoires à intégrer dans le code CIMA. Dans la branche « Dommages », les experts ont proposé quatre assurances obligatoires à intégrer dans le code CIMA. Il s'agit de : la responsabilité civile professionnelle et la responsabilité civile scolaire. Ces deux polices ciblent les professions libérales réglementées et toute personne exploitant un établissement devant recevoir du public d'une part, et les élèves et étudiants d'autre part. Le tableau est complété par l'assurance habitation (incendie et responsabilité civile locative) qui cible les locataires et les assurances en cas de construction



destinées aux constructeurs et maîtres d'ouvrage, donneurs d'ordre. Dans la branche vie, les experts ont proposé trois nouvelles assurances obligatoires. Elles s'adressent aux travailleurs et aux entreprises. Il s'agit de l'indemnité de fin de carrière du personnel, de la retraite complémentaire du personnel et de la couverture décès du personnel. En termes d'impact, ces mesures généreraient une hausse sur les impôts des bénéfices de 2 à 4%, du règlement des sinistres et des placements par les sociétés d'assurance. Il est également attendu une évolution du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance.

En l'état actuel du marché, seulement deux assurances non vie obligatoires sont prévues par le code CIMA. Il s'agit des facultés à l'importation et de la responsabilité civile automobile qui revêt un caractère obligatoire absolu. Mais, certains marchés ont adopté d'autres assurances obligatoires à l'instar de la Côte d'Ivoire qui en compte 18, pour que l'automobile ne porte plus à elle seule la responsabilité de faire vivre le marché.

Cédric Boyomo

RECHERCHE DES CAPITAUX

Le Cameroun en difficulté sur le marché des titres publics de la BEAC

Le 27 novembre 2024, le Trésor public camerounais était attendu sur le marché des titres publics de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour un remboursement de 14 milliards de FCFA. Comme à l'accoutumée, le Cameroun a émis de nouveaux titres pour pouvoir mobiliser, sur le même marché, les financements nécessaires au remboursement de cette dette arrivée à échéance. Mais, au sortir de cette opération de levée de fonds, le Trésor camerounais n'a pu récolter que quatre milliards de FCFA. Ce qui a obligé le pays à recourir à ses fonds propres pour au moins 10 milliards de FCFA, afin d'effectuer le remboursement et ainsi sauver sa signature, qui fait partie des plus crédibles de ce marché, depuis son lancement en 2011.



La BEAC

Ces informations ont été révélées ce même 27 novembre 2024 par Samuel Tela. Le directeur de la trésorerie au ministère des Finances s'exprimait ainsi au cours de la «Finance Week», événement qui a réuni le gratin de la finance de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA) à Yaoundé, autour du thème « marché domestique des capitaux : un levier de croissance économique pour la CEMAC ? ». « Avant, j'avais un job excitant. Depuis quelques temps, il est devenu stressant. Nous levions avec beaucoup d'aisance les ressources sur le marché. Aujourd'hui, nous avons de la peine à refinancer nos remboursements... », a confessé M. Tela, prenant l'exemple du refinancement manqué évoqué plus haut.

L'aveu du directeur de la trésorerie au ministère des Finances, sur les difficultés qu'éprouvent désormais le Cameroun à mobiliser les financements sur le marché des titres de la BEAC, survient après l'alerte sonnée début 2023 par le ministre des Finances lui-même. En effet, le 16 février 2023 à Douala, au cours de la cérémonie de présentation du programme de financements de l'État du Cameroun pour le compte de l'année budgétaire 2023, Louis Paul Motazé s'inquiétait déjà du désintérêt que les banquiers agréés comme Spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) par l'État du Cameroun, affichaient vis-à-vis des opérations de mobilisation des fonds sur ce marché par le Trésor public camerounais.

DÉFAUT DE PAIEMENT

« C'est le lieu de m'interroger sur le respect du cahier de charges par certains SVT, qui n'ont participé à aucune émission au cours des six derniers mois. Sur un réseau constitué de plus de 20 SVT, 90% de l'encours des titres est détenu par environ cinq acteurs majeurs », avait dénoncé le ministre Motazé. En d'autres termes, alors qu'il disposait d'un réseau de 20 banques pour l'aider à mobiliser les financements recherchés sur le marché, le Cameroun ne devait les succès qu'il enchaînait à l'époque, au dynamisme de seulement cinq banques. Les autres affichant une certaine réticence à participer aux opérations de levées de fonds lancées par le Cameroun.

Mais, selon le propos du directeur de la trésorerie, la situation semble s'être dégradée depuis quelque temps. En effet, alors que le Trésor camerounais réussissait toujours à faire carton plein sur ses opérations de recherche des financements sur le

marché de la BEAC, malgré le nombre réduit de SVT s'investissant dans ces opérations, désormais, le Cameroun ne parvient même plus à mobiliser les financements recherchés. Alors que depuis 13 ans, le Trésor camerounais n'a jamais enregistré le moindre défaut de paiement sur ce marché, traduisant la solvabilité du pays et la solidité de sa signature sur ce marché.

TAUX D'INTÉRÊTS ÉLEVÉS

Lors de la cérémonie de présentation du programme de financements de l'État du Cameroun pour le compte de l'année budgétaire 2023, à Douala, les responsables du ministère des Finances avaient déjà indexé la pratique des taux d'intérêts élevés par d'autres États de la CEMAC, pour expliquer le désintérêt de certains SVT pour les titres du Cameroun. En effet, bien que les taux d'intérêts proposés aux investisseurs par le Trésor camerounais aient été revus à la hausse depuis quelque temps, le pays, fidèle à sa politique de prudence sur les taux d'intérêts, reste celui qui rémunère le moins les investisseurs sur le marché des titres de la BEAC.

« Nous essayons de faire comprendre aux banques, c'est-à-dire les SVT, que l'essentiel n'est pas d'aller chercher des taux d'intérêt de 7% dans les autres pays. Il faut regarder aussi le risque. Nos titres de courts termes sont autour de 4%. Mais, il y a des pays dans la CEMAC qui offrent jusqu'à 7%. (...) Le même phénomène est observé sur les titres de longs termes, sur lesquels il y a des décotes énormes. C'est-à-dire qu'on affiche un taux de 7%, mais derrière il y a des décotes très élevées. Ce qui vient dénaturer la transparence et même tout le système », confiait déjà le directeur général du Trésor du ministère des Finances, Sylvester Moh, en février 2023 à Douala.

Selon les données de la BEAC, alors qu'il était le principal animateur du marché des titres publics pendant de nombreuses années, le Cameroun est aujourd'hui devancé par le Congo et le Gabon, devenus tous deux très offensifs sur le marché. Ces deux pays ont la particularité de proposer aux investisseurs des taux d'intérêts plus attractifs que ceux du Cameroun. Ce qui a souvent pour conséquence la ruée des investisseurs vers leurs titres, malgré les défauts de paiement souvent enregistrés sur certains remboursements, par au moins l'un de ces États.

Paul Nkala

FINANCES PUBLIQUES

Le Cameroun doit mobiliser 16 milliards Fcfa pour son plan de réformes 2024-2027

La mise en œuvre du Plan stratégique de réformes de la gestion des finances publiques (PSRGFP), élaboré par le ministère des Finances, nécessite une provision de 16,2 milliards de FCFA sur une période de quatre ans.



Louis Paul Motazé, Ministre des Finances

C'est ce qu'indique un document relatif à ce plan consulté par Investir au Cameroun. Adopté en octobre dernier, le PSRGFP sera déployé de 2024 à 2027 et remplacera le Plan global de réformes de la gestion des finances publiques, mis en œuvre entre 2019 et 2023. Comme son précédent, ce nouveau plan vise principalement à « mettre en place une gouvernance financière efficace, responsable et redevable sur l'ensemble du territoire, s'appuyant sur un système d'information intégré et performant », précise le ministère des Finances.

Dans le détail, une enveloppe de 2,7 milliards de FCFA de ce budget sera consacrée à la gestion des risques budgétaires de l'État. Par ailleurs, 2,4 milliards de FCFA serviront à l'optimisation des systèmes d'information pour la gestion des finances publiques. Un peu plus de 2,6 milliards de FCFA seront réservés à l'élaboration du budget de l'État, tandis que 2,2 milliards de FCFA financeront le pilotage de l'exécution dudit budget.

Le PSRGFP sera « financé à titre principal par le budget de l'État à travers une provision dédiée constituée dans le budget de l'État de l'année considérée sur la base des activités validées dans le cadre de son plan de travail annuel », peut-on lire dans le document cité supra. Pour autant, il revient au ministère des Finances de mobiliser éventuellement des appuis complémentaires auprès de l'ensemble des partenaires pour assurer le succès du Plan. Lesdits partenaires peuvent apporter leur soutien sous forme de dons, de prêts, d'appuis budgétaires et d'appuis projets.

À la différence du premier plan qui avait cinq principaux axes d'intervention, le nouveau plan a été porté à 9 axes d'intervention. Ainsi, les nouveaux axes sont : la gestion des risques budgétaires de l'État, la gestion de la commande publique, la résilience climatique et la sensibilité genre des finances publiques, l'optimisation des systèmes d'information.

Omer Kamga

« S'il n'y a pas de marché se bourse » Brice Beumo, DG de

(BFI) - Si l'on s'accorde sur le fait qu'un manager est celui qui ne jure que par la performance à travers entre autres, les résultats de son labeur, sa détermination, sa vision et son esprit de créativité, il serait important de considérer également sa capacité à développer les intelligences et la performance de ses collaborateurs. Car s'il est vrai que la réussite du manager est retentissante, il est d'autant plus avéré que la progression de ceux qui l'entourent est un élément fort important de son succès. Brice Beumo puisqu'il s'agit de lui, est le fondateur et Directeur Général de BEKO CAPITAL ADVISORY S.A, une institution financière panafricaine agréée et régulée par la COSUMAF en qualité de société de bourse dans la zone CEMAC. Il a plus de 20 ans d'expérience dans le développement des affaires, le marché des capitaux, le financement de projets et la gestion de fonds en Afrique subsaharienne avec une expertise indéniable dans la couverture et l'exécution de transactions ou projets d'une valeur de plus de 2 milliards de dollars.

Brice a occupé plusieurs postes de direction dans le secteur financier, notamment celui de directeur général chez Eaglestone Advisory BV à Londres, où il couvrait l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, les pays francophones et les transactions sur le marché des capitaux en Afrique subsaharienne. Brice a également occupé des postes de direction chez BMCE Bank International, Ecobank Development Corporation, Renaissance Capital et Iroko Securities (FMO Holding Company). Il est actuellement président tournant du conseil consultatif de la Developing Market Association (DMA INVEST) au Royaume-Uni, l'un des principaux organismes de promotion du commerce et de l'investissement pour les économies en dehors du G20. Il est également membre du conseil d'administration de UBA CAMEROUN PLC et ancien consultant de Delarue, le plus grand imprimeur commercial de billets de banque au monde. Brice est titulaire d'un 'Master of Arts in International Business and Administration' obtenu à l'Université de Westminster (Royaume-Uni).

Dans cette interview exclusive accordée au journal ECO-TIDIEN, Brice Beumo ressort les clés du développement du marché financier de la CEMAC dont il maîtrise les rouages.

• **En 2022, Beko Capital Advisory a été mandaté en qualité d'arrangeur et co-chef de file par la République du Tchad pour structurer son emprunt obligataire de 100 milliards de Fcfa. Ce fut une belle expérience pour vous, moins de deux ans seulement après le lancement de vos activités en qualité de société de bourse. Pouvez-vous nous en dire plus ?**

C'était effectivement une très belle expérience, nous avons pu en collaboration avec les autres co-arrangeurs accompagner l'Etat du Tchad -sans track record significatif sur le marché financier- et qui n'y était pas revenu depuis près de 15 ans à mobiliser 100 milliards de FCFA.

Cette opération n'a pas été un exercice facile mais grâce aux actions concertées avec Afriland Bourse, CBT Tchad et AFG Bourse, nous avons pu mobiliser et obtenir une souscription de plus de 100 milliards de FCFA mais l'Etat du Tchad a décidé de retenir 100 milliards, montant initialement sollicité dans le cadre de cette émission.

A la suite de cette opération nous pouvons dire sans risque de nous tromper, que ce retour de l'Etat du Tchad sur le marché lui a permis d'améliorer sa signature auprès des investisseurs et pour nous conforter dans ce que nous disions déjà à l'époque, l'Etat du Tchad a reçu une notation souveraine B- de FITCH et de S&P.

• Pour mobiliser 200 milliards de Fcfa, le Gabon a une fois de plus fait confiance aux sociétés de bourse camerounaises dans le cadre de son emprunt obligataire «EOG MULTI-TRANCHES 2024-2030» émis le 27 mai dernier, notamment BEM Securities et ASCA. Beko Capital Advisory y a contribué en

tant qu'agent placeur. C'est quoi un agent placeur et quel a été votre rôle dans le cadre de cette opération ?

Dans le cadre de cette opération nous avons été agent placeur donc membre du syndicat de placement et avons pu à ce titre mobiliser environ 2,250 milliards XAF.

Un agent placeur est un intermédiaire financier qui se charge de la distribution ou de la vente des titres qui sont émis dans le cadre d'un emprunt obligataire ou d'une introduction en bourse. De manière concrète, dans le cadre de l'emprunt obligataire dénommée «EOG MULTI-TRANCHES 2024-2030» lorsque BEM Securities a reçu le mandat, elle a fait jouer son réseau en suscitant l'intérêt des Sociétés de Bourse et banques de la sous-région CEMAC afin de maximiser les prises de participation pour la réalisation de cet emprunt. C'est une manière de faire participer tout le monde et s'assurer que nous touchons un éventail assez large d'investisseurs pour que l'opération soit une réussite et dans le cas d'espèce, l'arrangeur BEM Securities avait annoncé le succès de l'opération.

La réussite de cette opération a permis de démontrer que, malgré la transition politique au Gabon qui aurait pu susciter une certaine réticence des investisseurs, l'emprunt s'est plutôt déroulé dans de bonnes conditions, puisqu'en dépit de tout le pays est resté stable, la transition politique s'est faite « pacifiquement » avec une continuité des services de l'Etat et les échéances de remboursement sont honorés.

• **Avec plus de 10 ans de services dans le marché des capitaux, quelles sont les particularités d'un emprunt obligataire de ce type ?**

Un emprunt obligataire répond à

plusieurs particularités. En fonction du risque-pays, les emprunts se suivent et ne se ressemblent pas.

Cependant, lorsqu'un pays a une notation souveraine, il est plus aisé pour lui de faire des émissions d'emprunt obligataire et d'obtenir le maximum de souscription auprès d'investisseurs. Dans la sous-région, certains pays ont des notations souveraines notamment le Cameroun et le Tchad avec un B-, le Congo un triple C avec un risque de défaut imminent. En revanche d'autres pays tels la Guinée Equatoriale et la République centrafricaine n'en dispose pas encore.

Fort de mon expérience, je dirais que le marché financier en Zone CEMAC quoiqu'en pleine expansion, demeure embryonnaire car il n'a pas encore atteint le niveau de volume qu'on retrouve dans les marchés financiers en Côte d'Ivoire ou en Afrique de l'Est encore moins au Nigeria ou en Afrique du Sud. Chaque année nous avons au moins un ou deux Etats qui viennent sur le marché pour l'animer surtout sur le compartiment des obligations mais ce que nous déplorons c'est le fait que le marché des actions qui dynamise la plupart des grands marchés ne soit pas encore développé. Nous déplorons aussi le fait que les opportunités d'investissements ne soient pas assez larges pour les investisseurs, ces derniers souscrivent à des emprunts obligataires et font ce que nous appelons du « Buy and Hold » c'est-à-dire qu'ils achètent et conservent ces titres jusqu'à maturité, parce qu'ils n'ont pas d'alternatives pour les replacer sur le marché secondaire qui est quasi inexistant.

A contrario dans les pays développés, c'est le marché secondaire qui dynamise le secteur boursier car c'est là où s'échangent les opportunités.

Mais aujourd'hui nous avons un système où les banques sont en surliquidité, les assurances ne savent pas où placer leur argent et lorsqu'il y a une opportunité, tout le monde se déploie sur le marché primaire pour y investir. Par conséquent il y a peu d'opportunités, les prix sont élevés et l'investisseur qui acquiert des titres les conserve jusqu'à maturité. Pourtant le marché secondaire se dynamiserait naturellement s'il y avait une surabondance d'offres sur ce dernier.

En outre, le marché secondaire n'est pas suffisamment développé parce que nous n'avons pas encore de réelle plateforme de communication entre les sociétés de bourse et les investisseurs afin de pouvoir échanger les titres et présenter les opportunités d'investissement sur le marché. Nous avons pourtant une panoplie de textes bien structurés pour régler ce marché, mais l'absence de technologie idoine cumulé au manque de volonté politique et de résistance institutionnelle viennent amoindrir l'expansion de ce marché.

• **Aujourd'hui comment peut-on présenter Beko Capital Advisory sur le marché financier de l'Afrique centrale ?**

Beko Capital Advisory se présente aujourd'hui comme une société d'intermédiation et de courtage dynamique, innovante et à vocation internationale. Beko Capital Advisory a cette particularité d'ouvrir ce marché aux investisseurs internationaux. On oublie toujours que l'agrément délivré aux sociétés de bourse par la COSUMAF englobe trois principaux volets, notamment le conseil financier, l'intermédiation et la conservation des titres.

Sur le volet conseil, nous avons

Condaire, il n'y a pas de Beko Capital Advisory S.A

démontré par nos états de services que nous avons un volume d'activités largement au-dessus de celles des autres intermédiaires de marché nous intervenons auprès des sociétés locales et des multinationales pour faciliter leur accès aux marchés des capitaux ou aux leviers de financement en zone subsaharienne. Sur le volet intermédiation comme sur le volet conservation des titres, nous jouons aussi bien notre partition comme les autres sociétés de bourse mais en matière de conseil, nous estimons réaliser aujourd'hui la part de marché la plus importante. M

• **Quelles sont les opérations d'envergure que vous avez déjà réalisées depuis le lancement de vos activités en 2018 ?**

Pour des opérations d'envergure, il y en a plusieurs mais je ne citerais que quelques-unes. Tout récemment, nous avons structuré et facilité l'opération de vente de l'hôtel IBIS appartenant à un fonds d'investissement Sud-Africain au profit d'un opérateur économique local. Comme précédemment mentionné, nous avons structuré le dernier emprunt obligataire du Tchad, et nous avons en plus des autres opérations effectuées au quotidien sur le marché, participé en qualité d'agent placeur à l'emprunt du Gabon.

• **Quelles sont les perspectives de croissance de ce marché et comment Beko Capital Advisory compte-t-il en tirer meilleur parti ?**

Le marché financier d'Afrique Centrale présente des perspectives importantes, mais son développement dépendra de la capacité des pays de la région à surmonter les défis structurels et à s'intégrer davantage dans les circuits financiers mondiaux. Les perspectives de croissance du marché financier de la CEMAC sont d'organiser et développer davantage le marché secondaire. Nous essayons de mettre en place une plateforme qui permettra aux acteurs du marché de communiquer entre eux et ensuite d'amener le plus grand nombre d'Etats à émettre sur le marché financier.

En termes de croissance, nous allons continuer à faire ce que nous savons faire le mieux c'est-à-dire, inciter les multinationales à investir dans notre marché pour qu'il se dynamise et que nous puissions nous rapprocher progressivement de ce qui est visible dans les marchés plus développés.

• **Beko Capital Advisory a-t-il des projets d'expansion en Afrique ?**
Oui, nous avons des projets d'expansion en Afrique du Sud parce que nous avons beaucoup d'investisseurs Sud-africains qui viennent en Afrique Centrale et nous pensons que la prochaine étape sera d'y ouvrir un bureau pour permettre à ces investisseurs de mieux comprendre la région CEMAC et ainsi nous pourrions nous positionner comme facilitateur auprès de ces investisseurs pour accéder à notre marché financier.

• **En tant qu'acteur et spécialiste des marchés financiers, quel est**

votre regard sur le marché financier de l'Afrique centrale en général? Ce marché est-il prometteur ?

Oui, je pense qu'il est prometteur car il y a des réformes qui ont été faites de manière institutionnelle par le régulateur et qui vont dans le bon sens. On devrait faire un peu plus comme je l'ai dit supra c'est-à-dire développer le marché secondaire, ce qui pourrait être un élément déclencheur du développement effectif de ce marché. Comme déjà mentionné, s'il n'y a pas de bourse, il n'y a pas de marché secondaire organisé et tant que nous n'aurons pas d'outils de communication permettant de rendre le marché secondaire attractif et viable, nous

resterons sur un marché primaire avec des prix élevés parce qu'il n'y a pas d'opportunités sur le marché secondaire.

Pour conclure, le marché financier de l'Afrique Centrale a un fort potentiel mais requiert une transformation structurelle et une volonté de toutes les parties prenantes pour devenir un levier de développement économique. Si ces défis sont relevés, il pourrait devenir une plateforme privilégiée pour les investisseurs locaux et internationaux.

Interview réalisée par Bertrand Abegoumegne



Brice Beumo, PDG de Beko Capital Advisory

GESTION PUBLIQUE

INTERNET

MTN devient le 1er opérateur à lancer la 5G commerciale au Bénin

L'opérateur télécom MTN annonçait en octobre 2024 le lancement prochain de la 5G au Bénin. Grâce à cette technologie de dernière génération, la filiale du groupe sud-africain renforce son offre de services pour ses plus de 6 millions d'abonnés béninois à l'Internet mobile.



La 5G de MTN opérationnelle au Bénin

MTN, leader des services de télécommunications au Bénin, vient de lancer la 5G commerciale dans le pays. La cérémonie de lancement a eu lieu ce vendredi 22 novembre au Palais des Congrès de Cotonou, en présence de plusieurs personnalités politiques, administratives et de la société civile.

Représentant la Directrice générale de MTN Bénin, Uche Ofodile, le directeur de MTN Business Chary Doumbia a annoncé la disponibilité de la 5G dans plusieurs zones de Cotonou, pôle économique et ville vitrine du pays, ainsi que dans la ville universitaire voisine d'Abomey-Calavi. La technologie sera bientôt étendue au reste du pays, a-t-il informé.

« Ce moment symbolise bien plus qu'une simple avancée technologique. Il représente pour nous un nouveau chapitre dans notre engagement à offrir à nos partenaires des solutions innovantes en matière de technologie » a déclaré Viviane Sissuh, directrice des ressources humaines de MTN Bénin, saluant la contribution du régulateur des télécommunications et du ministère de la Digitalisation du Bénin à cette avancée.

Pour Bolaji Adeola, responsable réseau senior chez MTN Bénin, cette technologie apporte non seulement moins de latence dans la connexion à Internet, mais permet aussi de transformer l'utilisation des objets du quotidien, avec les télévisions et réfrigérateurs connectés. Il ajoute

que la 5G peut aussi transformer l'accès à la santé en facilitant les soins à distance et la téléconsultation, tout en améliorant les services de logistique ou encore l'agriculture intelligente. MTN solide leader de la téléphonie mobile au Bénin

À la fin du 2e trimestre 2024, les chiffres du régulateur béninois (ARCEP) montraient que MTN domine le marché béninois des opérateurs mobiles, avec 47,56% de parts de marché en volume et 58,90% en valeur. MTN représente aussi 48,5%, de la répartition du trafic mobile, soit presque autant que les deux autres opérateurs réunis. La filiale béninoise du groupe sud-africain compte 6,1 millions d'abonnements actifs à l'Internet mobile, sur un total de 11,06 millions d'abonnements à fin juin 2024.

Le lancement de la 5G commerciale et son déploiement prochain sur tout le territoire béninois sont soutenus en partie par un prêt syndiqué de 65 milliards FCFA (environ 104 millions USD) obtenu cette année chez différentes institutions financières régionales. En janvier 2024, MTN a annoncé 215 millions USD d'investissements pour les 3 prochaines années, afin de renforcer son infrastructure numérique au Bénin.

Avec cette nouvelle avancée technologique, MTN contribue à accélérer la transformation digitale des entreprises et à élargir les services numériques accessibles au Bénin, notamment en matière de streaming, de jeu vidéo et d'Internet des objets (IoT). Selon l'Association mondiale des opérateurs et constructeurs de téléphonie mobile (GSMA), les réseaux 5G pourraient contribuer à hauteur de 26 milliards USD à l'économie africaine d'ici 2030.

Antoine Mboussi

OMC

Les défis majeurs qui attendent Ngozi Okonjo-Iweala

En septembre 2024, l'ancienne ministre nigériane a officiellement annoncé son intention de briguer un second mandat à la tête de l'Organisation mondiale du commerce. Désormais reconduite dans ses fonctions, elle devra faire face à des défis majeurs à venir.



Dr Ngozi Okonjo-Iweala a été réélue à l'unanimité

Dr Ngozi Okonjo-Iweala (photo) a été réélue à l'unanimité pour un second mandat à la tête de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), lors d'une réunion extraordinaire du conseil général de l'institution, les jeudi 28 et vendredi 29 novembre 2024. Seule candidate, elle a bénéficié d'un soutien unanime, confortant sa place de première femme et première Africaine à diriger l'institution depuis son entrée en fonction le 1^{er} mars 2021.

Cette réélection survient après un premier mandat marqué par des tensions commerciales accrues entre les Etats-Unis, l'Europe et la Chine, ainsi que par des crises économiques provoquées par la pandémie de covid-19 et la guerre en Ukraine. Ces défis ont mis à l'épreuve la solidité de l'OMC, mais aussi permis à Ngozi Okonjo-Iweala de se démarquer en plaidant pour des réformes ambitieuses et des règles commerciales plus équitables.

« Le conseil général salue le leadership exceptionnel du Dr Ngozi Okonjo-Iweala, qui, face à d'importants défis économiques mondiaux, a renforcé la capacité de l'OMC à soutenir ses membres et à établir un programme tourné vers l'avenir », a déclaré l'ambassadeur Petter Ølberg, président du conseil général de l'OMC.

Son second mandat, qui débutera le 1^{er} septembre 2025, s'annonce déterminant. La

Nigériane devra composer avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, une évolution qui pourrait aggraver les tensions commerciales déjà vives entre les Etats-Unis et la Chine, impactant le commerce mondial.

Par ailleurs, la relance de l'organe d'appel de l'OMC constituera une priorité. Bloqué depuis des années par les USA, qui l'accusent d'outrepasser son mandat, son dysfonctionnement entrave le règlement des différends commerciaux. La conclusion des négociations sur les subventions à la pêche et d'autres processus en cours figureront également parmi les défis majeurs à relever. Enfin, la responsable sera également attendue sur le rôle que son organisation jouera dans la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange économique africaine (ZLECAf).

Pour rappel, après un séjour à la Banque mondiale, Ngozi Okonjo-Iweala, est devenue en 2003, la première femme ministre des Finances du Nigeria où elle s'est fait remarquer notamment dans le cadre de son engagement dans la lutte contre la corruption. Elle est également devenue en 2006 la première femme ministre des Affaires étrangères du pays, avant de reprendre le poste de ministre des Finances en 2006, qu'elle ne quittera plus jusqu'en 2011.

Elise Nguélé

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE NGAOUNDERE

Dion Ngute annoncé pour l'inauguration le 14 décembre 2024

L'inauguration du Centre hospitalier régional (CHR) de Ngaoundéré, dans la région de l'Adamaoua, est prévue pour le 14 décembre 2024, selon des sources au ministère de la Santé publique. Cette cérémonie devrait être présidée par le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, intervient.

Initialement prévu le 26 juillet dernier, l'événement a connu un premier report. Fin novembre, le gouverneur de l'Adamaoua, Midjiyawa Bakari, avait annoncé dans un communiqué que le chef du gouvernement effectuerait une visite de travail à Ngaoundéré du 13 au 15 décembre 2024 pour cette inauguration, sans toutefois préciser la date exacte de la cérémonie.

La construction de cet hôpital de 2^e catégorie a démarré en 2017, avec une durée des travaux initialement prévus de 18 mois et une livraison attendue au troisième trimestre de 2018. Cependant, des retards dans l'exécution des travaux, confiés à l'entreprise Alliances Construction Cameroun, filiale du groupe marocain Alliances, a repoussé la date de livraison au 31 août 2021. Le chantier a finalement été achevé en 2022, soit quatre ans après la date initialement prévue. Lors du lancement des travaux, l'ancien ministre de la Santé publique, André Mama Fouda, avait

précisé que la construction et l'équipement de cette nouvelle infrastructure sanitaire nécessiteraient un investissement de 10 milliards de FCFA.

Malgré les retards, le CHR est opérationnel depuis 2023. Selon le ministère de la Santé publique, le centre dispose d'une capacité de 115 lits et offre une vingtaine de services visant à garantir des soins de qualité. Avec un effectif d'environ 100 personnes, toutes spécialités et grades confondus, l'établissement assure déjà une prise en charge complète des patients. Entre avril et juin 2024, plus de 5 000 patients y ont été soignés, et plus de 10 000 examens de laboratoire et d'imagerie ont été réalisés, selon les déclarations de son directeur.

Le CHR de Ngaoundéré fait partie d'un vaste projet national de modernisation du secteur de la santé, dans le cadre du Plan national d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance (Planut). Ce plan prévoit la construction de huit



L'hôpital en attente d'inauguration

centres hospitaliers régionaux à travers le pays, dans les villes de Ngaoundéré, Bafoussam (Ouest), Bamenda (Nord-Ouest), Bertoua (Est), Buea (Sud-Ouest), Maroua (Extrême-Nord), Garoua (Nord) et Ebolowa (Sud), en plus de la mise à niveau des hôpitaux généraux de Yaoundé et Douala, ainsi que du Centre

hospitalier et universitaire de Yaoundé (Chuy). A ce jour, les CHR de Bertoua, Ebolowa, Bafoussam et Garoua ont déjà été inaugurés.

Christian Trésor Adong

BUDGET, CROISSANCE ÉCONOMIQUE, INFLATION

Les projections du Cameroun pour l'année 2025

Le 1er décembre 2024, le Premier ministre camerounais, Joseph Dion Nguté, a présenté à l'Assemblée nationale le programme économique, financier, social et culturel du gouvernement pour le compte de l'exercice budgétaire 2025. A en croire le chef du gouvernement, ce programme repose sur une enveloppe budgétaire projetée à 7317,7 milliards de FCFA, en augmentation de 39,8 milliards de FCFA en valeur absolue et 0,5% en valeur relative, par rapport à l'exercice 2024.



Joseph Dion Nguté, Premier ministre, Chef du Gouvernement

Sur cette enveloppe confirmée par le projet de loi de finances 2025, déposé sur la table des députés le même jour par le gouvernement, l'on distingue 7250,8 milliards de FCFA représentant le budget général, et 66,9 milliards de FCFA pour les Comptes d'affectation spéciale (CAS). En glissement annuel, ces enveloppes sont respectivement en hausse de 0,5% et 1,5%, apprend-on.

« S'agissant de la structuration du budget 2025, il convient d'indiquer que les recettes internes et les dons sont projetés à 5548,1 milliards de FCFA, en augmentation de 313,1 milliards de FCFA par rapport à 2024, où elles se situaient à 5235 milliards de FCFA, soit +6% en valeur relative. Les recettes pétrolières, estimées à 734,8 milliards de FCFA, baissent de 66,8 milliards de FCFA entre 2024 et 2025, à cause du recul du prix mondial du baril, couplé à la baisse de la parité du dollar et du franc CFA », peut-on lire dans l'exposé des motifs du projet de loi de finances 2025.

Par ailleurs, le document table sur un taux de croissance économique projeté à 4,1% en 2025, après 3,8% en 2024. « Cette perspective est déterminée par le secteur non pétrolier, qui affiche une croissance de 4,3% en 2025, après des niveaux de 4,1% en 2024 et 3,6% en 2023. (...) L'inflation devrait tout de même poursuivre sa tendance baissière, bien que restant encore au-dessus du seuil de convergence de la Cemac, qui est de 3%. Elle devrait en effet se situer à 4% en 2025, après 5% en 2024 », projette le gouvernement.

Christian Trésor Adong

MINERAI D'OR

Le Cameroun sécurise 640 Kg d'or en 2024, pour booster ses réserves stratégiques

Au cours de l'année 2024, la Société nationale des mines (Sonamines) a collecté pour le compte de l'État du Cameroun, un volume de 640 Kg d'or. Le chiffre a été révélé par le Premier ministre, Joseph Dion Nguté, lors de la présentation, le 1er décembre 2024 à l'Assemblée nationale, du programme économique, financier, social et culturel du gouvernement pour le compte de l'exercice budgétaire 2025.

A en croire le chef du gouvernement camerounais, la cargaison d'or ainsi collectée, au titre de l'impôt synthétique minier libérateur prévu par le Code minier, représente une valeur de 25 milliards de FCFA. Ce métal brut, après les travaux d'affinage, permettra de « renforcer les réserves d'or de l'État », selon le Premier ministre.

Pour rappel, c'est le 3 octobre 2023 à Yaoundé, que le gouvernement camerounais a livré les résultats de la première opération d'affinage du stock d'or détenu par le Trésor public, aux fins de la constitution des réserves de l'État. « Sur la base de l'arrêté conjoint Minfi (ministère des Finances) - Minmid (ministère des Mines) du 1er juin 2015, l'Ex-Capam (Cadre d'appui à l'artisanat minier) a canalisé et collecté pour le compte de

l'État environ 778,04 kg d'or fusionné. Ce stock a fait l'objet de l'opération d'affinage pour obtenir 500 lingots d'or de 24 carats, d'une masse totale de 500,86 kg, ainsi que les alliages d'argent et de cuivre », avait révélé au cours de la cérémonie le ministre des Mines par intérim, Fuh Calistus Gentry.

Avec ce premier stock d'or affiné, ainsi que l'affinage des cargaisons d'or brut récemment collectées, le Cameroun monte en puissance dans l'implémentation de son projet Gold, lancé au cours de l'année 2012. Ce projet, selon les officiels, a pour objectifs principaux de collecter auprès des sociétés minières la part d'or revenant à l'État ; et de la rétrocéder au Trésor public qui se chargera alors d'en faire des lingots aux standards requis pour la constitution des réserves d'or du pays auprès de la banque centrale (BEAC).

La constitution des réserves d'or présente de multiples avantages pour les États et les banques centrales. « En période d'incertitude économique ou de volatilité des marchés financiers, le métal précieux joue pleinement son rôle de protection. En outre, détenir de l'or permet aux banques centrales d'accroître la confiance en leur monnaie et leur économie nationale. (...) En tant qu'actif décorrélé, l'or est même susceptible, en temps de crise, de prendre de la valeur. Ainsi, les banques centrales, à l'instar de nombreux investisseurs, choisissent le métal jaune comme couverture contre l'érosion de la monnaie causée par la hausse des prix.



Environ 778,04 kg d'or fusionné canalisé et collecté pour le compte de l'État

(...) Parce que le marché de l'or est mondial, les réserves du métal précieux peuvent être utilisées pour pallier les besoins de liquidités à court terme. Également, par sa stabilité et la confiance qui lui est portée, l'or renforce la crédibilité des banques centrales...», détaille la plateforme spécialisée www.goldinfo.fr.

Bouba Yankréo

ELECTRICITE

En 2025, le Cameroun va investir 7,2 milliards de Fcfa pour installer 20 000 nouveaux compteurs intelligents

Ce projet financé à hauteur de 7,2 milliards de Fcfa va non seulement permettre d'augmenter le taux d'accès à l'électricité mais aussi réduire le problème de fraude autour du paiement de factures qui sévit dans le pays depuis de nombreuses années et causant des pertes de plus de 60 milliards par an.



Gaston Eloundou Essomba, ministre de l'eau et de l'énergie

Le ministère de l'Eau et de l'Énergie (Minee), Gaston Eloundou Essomba, envisage dès l'année 2025 doter le pays de 20 000 nouveaux compteurs électriques intelligents et communicants communément appelés prépayés. D'un coût global de 7,2 milliards de Fcfa, ce projet qui va s'étendre sur 10 mois est subdivisé en deux grandes phases. En effet la première qui sera réalisée pendant ces 10 mois, sera financée à hauteur de 5,8 milliards de Fcfa. Dans le détail elle sera axée au cours des premiers mois sur la fourniture de 20 000 kits de comptage intelligents et communicants pour les points de livraison de l'Etat

(dans les 10 régions du pays). Les derniers mois restants seront consacrés à la fourniture et installation d'un Advanced monitoring/Metering infrastructure (AMI) associé qui a pour objectif d'encourager les consommateurs à réduire leur consommation d'énergie pendant les périodes de pointe afin d'équilibrer la charge et d'éviter les pannes.

La deuxième phase réalisée en simultané avec la première à hauteur de 1,4 milliards de Fcfa, va s'étendre prévisionnellement sur 8 mois. Durant cette période, l'entreprise adjudicataire devra effectuer des travaux

de fourniture du matériel et accessoires de branchement ; la dépose des compteurs existant ; la pose et raccordement des kits de comptage intelligent et communicant ; pour finir avec l'activation de chaque compteur. Soit précisément 8 152 compteurs électriques intelligents à installer dans les régions du Centre et de l'Est, 4 088 compteurs au Littoral et Sud-Ouest, 3 705 dans les régions de l'Extrême-Nord et Adamaoua, 4 055 à l'Ouest et au Nord-Ouest.

COMPTEURS INTELLIGENTS : AVANTAGE OU INCONVENIENT ?

Il faut dire que depuis le lancement du projet d'installation des compteurs électriques intelligents et communicants en 2023, le Cameroun a déjà enregistré plus de 62% des cas de fraude détectés dans les villes de Douala à Yaoundé, d'après la Direction générale d'Eneo, le concessionnaire du service public de l'électricité au Cameroun. En effet, cet appareil moderne qui a pour objectif premier de

réduire le problème de fraude autour du paiement de facture et les erreurs de facturation d'antan qui sévit dans le pays depuis de nombreuses années et ce, grâce à ces équipements de comptage visant à contrôler leur consommation a donné naissance à de nouvelles techniques de fraude sur le réseau électrique au Cameroun. D'après le directeur général d'Eneo Amine Homman Ludiye, cette fraude porterait à environ « 378 000 le nombre d'équipements qui échappent au comptage des consommations, sur les 630 000 unités installées dans le pays.

Néanmoins, il faut noter que cette modernisation du compteur joue un grand rôle dans l'augmentation du taux d'accès en électricité au Cameroun. Aujourd'hui il est estimé à 68% contre 64% il y a quelques années. Dans son bulletin d'information semestriel, le patron de l'électricité au Cameroun annonçait la connexion de 75 000 nouveaux clients au premier semestre 2024 au réseau.

Rémy Ngassana

GOUVERNANCE

CEMAC

La Cosumaf sensibilise les étudiants aux enjeux du marché financier

Du 19 au 22 novembre dernier à Yaoundé s'est tenu la Semaine internationale de l'investisseur de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), avec à la clé une vaste campagne de sensibilisation dans les grandes écoles et universités du Cameroun. Cette initiative est portée par la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf).



La finance digitale émerge comme un puissant levier

« Dans un monde en perpétuelle mutation, la technologie transforme en profondeur le paysage financier. La finance digitale émerge comme un puissant levier, non seulement pour améliorer l'accès aux services financiers, mais aussi pour rendre les transactions plus rapides, plus sûres et moins coûteuses. Les étudiants, futurs professionnels, sont au cœur de

cette révolution » a indiqué Jacqueline Adiaba Nkembe, présidente de la Cosumaf dans sa conduite des débats essentiels sur la finance digitale et les défis économiques modernes. Placée sous le thème : « La technologie et la finance digitale, les cryptoactifs et la finance durable », l'enjeu de cette initiative, apprend-on, est de « sensibiliser nos étudiants à l'importance de la finance digitale qui s'invite chez nous à travers les fintechs, la finance participative », justifie la présidente.

À travers cet événement sur l'éducation financière, Jacqueline Adiaba Nkembe

a voulu inculquer à la jeunesse des pays membres les bonnes attitudes de l'investisseur intelligent pour booster les économies. « Face aux défis environnementaux et sociaux actuels, il est crucial que notre système financier s'oriente vers des pratiques responsables. Investir dans la durabilité n'est pas seulement un choix éthique, c'est aussi une stratégie d'avenir. En tant qu'étudiants, ils ont le pouvoir de façonner un monde où le profit et la responsabilité sociale vont de pair » a-t-elle fait savoir. Les amphithéâtres : de l'Université catholique de l'Afrique centrale, de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (Iric), de l'École supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (Esstic) et de l'École nationale d'administration et de magistrature (Enam), ont accueillis cet événement sous-régional. Il s'est agi, entre autres, d'apprendre aux

étudiants comment fonctionne le marché financier et la culture boursière. « Elle n'est pas propre au marché financier de l'Afrique centrale. L'objectif premier, c'est de sensibiliser les investisseurs à ces instruments et surtout aux risques associés à leur manipulation, car on a coutume de dire que lorsqu'un rendement est élevé, le risque l'est aussi », a-t-elle précisé alors qu'elle entamait les débats à l'Université catholique de l'Afrique centrale le 19 novembre dernier.

La gestion collective, thème central de cette journée (du 19 novembre, ndlr) offre plusieurs innovations destinées à diversifier les produits et à renforcer la sécurité des placements. Pour la Cosumaf, il s'agit d'un levier pour la mobilisation de l'épargne au service de notre économie et répond aux besoins des différentes catégories d'investisseurs, notamment les particuliers, les jeunes.

CEMAC

Faible croissance des pays riches en ressources naturelles selon le FMI

Le rapport FMI sur les perspectives économiques en Afrique Sub-saharienne présenté le 18 novembre 2024 à Yaoundé, révèle un décrochage des pays de la sous-région, riches en ressources naturelles, dont la croissance est bien plus faible que celle des pays pauvres en ressources naturelles.



Abebe Aemro Selassie, directeur du Département Afrique du FMI

En visite de travail au Cameroun, le directeur du Département Afrique du Fonds monétaire internationale (FMI), Abebe Aemro Selassie, a procédé le 18 novembre 2024 à Yaoundé, à la présentation du dernier rapport sur les perspectives économiques en Afrique Sub-saharienne. Le rapport projette une croissance de 3,6 % en 2024 pour les 45 pays de la Région, « globalement faible et inégale, même si une modeste reprise est prévue en 2025, à 4,2% ». Alors que la quasi-totalité des pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) se disent en quête d'émergence économique sur un horizon de 10 à 20 ans, les chiffres compilés par les analystes du FMI suggèrent le contraire.

Que l'on se réfère à des valeurs médianes ou à des valeurs moyennes, les auteurs sont formels : « Au cours des 10 dernières années, les pays riches en ressources naturelles ont connu une croissance inférieure à la moitié de celle des pays pauvres en ressources naturelles ». Dans la classification de la Banque mondiale, tous les pays de la Cemac sont riches en ressources naturelles dont cinq (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée

équatoriale et Tchad) sont exportateurs de pétrole.

Le rapport indique que la productivité totale des facteurs (PTF), composante qui mesure la capacité d'une économie à générer des revenus à partir d'intrants (travail, capital), s'est effondrée dans la plupart des pays, qui présentent par ailleurs une accumulation de capital beaucoup plus lente que le reste des pays de la région. Les secteurs à haute productivité se développent très lentement, notamment dans l'industrie manufacturière et les services modernes. Comme l'on pouvait s'y attendre, la faiblesse de la croissance s'est traduite par de faibles résultats sur le plan du développement.

Ainsi, « les progrès dans la lutte contre la pauvreté ont connu un coup d'arrêt en 2014, de telle sorte qu'en moyenne, un enfant né aujourd'hui dans un pays riche en ressources naturelles a une espérance de vie de 4 ans inférieure et un risque de vivre dans la pauvreté de 25 % supérieur par rapport à un enfant né ailleurs dans la région », s'alarment les analystes du FMI.

Omer Kamga

RECONNAISSANCE

Yvon Sana Bangui, Gouverneur de la Beac, salu l'organisation de la Finance Week 2024

Le Gouverneur de la BEAC, Yvon SANA BANGUI a participé à l'édition 2024 de la Finance Week tenue hier 27 novembre 2024 à Yaoundé et placée sous le thème : « Marché des capitaux : un levier de croissance économique pour la CEMAC ». Y ont pris part les représentants de l'administration publique, des établissements de crédit, du secteur privé et des institutions sous régionales.

Dans sa communication, le Gouverneur a souligné l'importance du marché des titres publics pour le financement des États de la CEMAC. Le marché des titres représente une opportunité cruciale pour nos économies, a-t-il dit. Depuis sa création en 2008 et les premières émissions en 2011, le marché est en pleine expansion. En effet, l'encours des titres publics a atteint 1000 milliards FCFA en juin 2018 puis 7 167,7 milliards FCFA en octobre de cette année. Malgré ce dynamisme, des défis subsistent en rapport avec le marché primaire peu profond, le marché secondaire atone, la faible attractivité pour les investisseurs privés en dépit des taux d'intérêt élevés et la forte dépendance des États de la CEMAC aux financements extérieurs. Le Gouverneur a, par ailleurs, salué la mise en place du Cadre Permanent de Concertation des Trésors Publics de la CEMAC (CPC-TP-CEMAC) qui permet aux principaux acteurs (Trésors nationaux, Spécialistes en Valeurs du Trésor, Institutions financières sous régionales) d'échanger sur les problématiques du marché et de proposer des actions appropriées.

Pour soutenir le développement du marché, le Gouverneur a invité les États à rationaliser leurs interventions sur le marché, améliorer la communication avec le réseau des Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT), à pérenniser la pratique de la notation souveraine pour laquelle des avancées significatives sont enregistrées. Pour leur part, les SVT doivent renforcer leur activité d'intermédiation à travers



Yvon-Sana-Bangui, Gouverneur de la BEAC

une plus grande animation du marché secondaire.

Le point culminant de la journée a été les Awards décernés par le jury « Ecomatin » aux banques qui se sont distinguées durant l'année 2023 dans les domaines de l'innovation, du financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ou de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE). Yvon SANA BANGUI a exprimé sa satisfaction et encouragé la poursuite de cette initiative.

La Finance Week est une plateforme d'échanges réunissant les acteurs clés du secteur bancaire, des institutions communautaires et des autorités publiques pour débattre des enjeux économiques et financiers de la sous-région. L'objectif étant de créer une nouvelle communauté dans un contexte dominé par le numérique et donc, du virtuel. La Finance Week se veut donc une opportunité pour les uns et les uns de se rencontrer physiquement et de pouvoir échanger.

André Noir

ADMINISTRATION DOUANIERE

Ce que le gouvernement du Cameroun entend mettre en œuvre en 2025

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Chief Docteur Joseph DION NGUTE, a présenté dimanche 01 décembre 2024 à l'Assemblée Nationale, pour approbation, le programme économique, financier, social et culturel que le Gouvernement entend mettre en œuvre en 2025. La Rédaction publie onze extraits de cette présentation à impact douanier.

1) - En matière de finances publiques, plusieurs faits majeurs ont marqué l'année 2024, notamment le relèvement de 15% des prix des carburants à la pompe ; l'augmentation de 5% des salaires des agents publics de l'Etat, ainsi que la signature par le Président de la République de l'ordonnance N°2024/001 du 20 juin 2024 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n°2023/019 du 19 décembre 2023 portant Loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2024.

2)- Pour ce qui est des recettes douanières, au 30 septembre 2024, l'Etat a mobilisé un montant total de 729 milliards 800 millions de Francs CFA, sur un objectif de 803 milliards 800 millions de Francs CFA, soit un taux de réalisation de 90,8 %. En glissement annuel, ces recettes sont en diminution de 10 milliards 500 millions de Francs CFA par rapport à celles collectées à la même période en 2023. Ceci se justifie notamment par le recul de l'activité au niveau interne, ainsi que quelques difficultés à recouvrer les créances des marketeurs. Cela étant, l'administration douanière a poursuivi les diligences en faveur de la facilitation des échanges, et a intensifié les opérations de lutte contre les trafics illicites et la criminalité transnationale organisée, ayant abouti à plusieurs saisies de marchandises, pour une valeur estimée à près de 8 milliards F CFA.

3)- Au plan économique, en dépit d'un contexte international et national souvent difficile, marqué par de nombreuses crises, sécuritaires, alimentaires et géopolitiques, le Gouvernement a mené avec détermination des actions ayant conduit à des résultats notoires. Ainsi la mise en œuvre du Programme d'Impulsion Initiale de la SND30, en abrégé « P21-SND30 s'est poursuivie de manière résolue. Il en est de même des Programmes de reconstruction des Région de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

L'accent a également été mis sur l'implémentation du Plan Intégré d'Import Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH), en vue de la réduction sensible du déficit de la balance commerciale dans le secteur agropastoral. Les denrées et productions prioritairement concernées sont les suivants : blé, riz, maïs, mil/sorgho/soja, palmier à huile, bovine laitière et poissons. Les premiers résultats tangibles sont appréciables, notamment : 200 mille hectares de terres ont été sécurisés dans la Plaine Centrale, dont 3000 sont déjà aménagés par un opérateur privé ; 452 tonnes de semences ont été produites par l'IRAD dans diverses spéculations précitées ; 12 mille 800 tonnes de farines locales ont été produites ; 750 millions de FCFA ont été octroyés au titre de subvention pour l'achat du riz paddy, au profit de SEMRY et de l'UNVDA ; 700 millions de Francs CFA ont été alloués, en guise de subvention de soutien à la production de l'huile de palme, au bénéfice de la PAMOL et de la CDC. En outre, la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique (APE) Cameroun-Union Européenne s'est poursuivie, avec près de 1186 emplois créés par des entreprises ayant bénéficié de la préférence APE à l'importation.

4)- La dynamique interne de valorisation et de promotion des produits du terroir va se traduire par le renforcement du déploiement



Joseph Dion Ngute

du Plan Intégré d'Import Substitution Agro-pastoral et Halieutique (PIISAH), dont le coût est évalué à 54 milliards 674 millions 700 mille FCFA. Dans cette perspective, le secteur de l'agriculture et du développement rural accordera une place prépondérante aux actions ci-après : L'augmentation de la production de 20% des filières prioritaires identifiées, notamment les céréales, les racines et tubercules, les filières industrielles et les produits de niches ; l'accroissement de la proportion des producteurs ayant adopté des mesures d'adaptation et d'atténuation au changement climatique pour la porter à 32.5% en 2025, contre 20% en 2024 ; le développement des infrastructures agricoles et le renforcement de la mécanisation agricole ; L'acquisition de 2 mille 258 tonnes d'intrants (engrais et intrants phytosanitaires) pour la culture du soja ; L'appui aux semenciers privés pour la production de 2 mille 463 tonnes de semences certifiées de mil/sorgho et l'acquisition de 4 mille 516 tonnes d'intrants ; L'accompagnement des opérateurs privés à la production de 350 millions de boutures de manioc pour les farines panifiables ; L'appui à la production des graines de noix de palme pré-germées pour la régénération de 3 mille 500 hectares de plantations villageoises et 1500 hectares de plantations industrielles.

5)- Dans le secteur de l'élevage, des pêches et des industries animales, le Gouvernement va s'appesantir sur les activités suivantes : La mise en place du Centre national de production de la semence animale de Wakwa, ce qui permettra de produire plus de 500 mille doses de semences bovines et 300 embryons chaque année, avec pour objectif l'insémination de 276 mille 500 vaches pour la production laitière ; Le parachèvement des travaux de construction de l'Hôpital Public Vétérinaire ; L'acquisition des pirogues et moteurs hors-bord pour l'installation des pêcheurs dans la zone de Bakassi ; La structuration des acteurs en interprofession de la pêche artisanale maritime, continentale et de la pêche crevette.

6)- Dans le secteur des forêts et de la faune, la priorité sera accordée, entre autres, à la mise en œuvre des actions ci-après : Le suivi de la mise en œuvre des plans d'aménagement des forêts de production ; Le suivi de la gestion de la faune dans les zones de chasse, à l'effet de s'assurer du respect des prescriptions et des orientations des Plans de gestion de la faune ; L'élargissement de la gamme des essences prélevées dans nos forêts, la promotion et la transformation plus poussée du bois, avec pour objectif la contribution à une meilleure valorisation des essences forestières nationales.

7)- En matière d'environnement, de la protection de la nature et de développement durable, les efforts du Gouvernement seront focalisés autour de : La poursuite de l'opération « Sahel vert », à travers l'augmentation de la superficie des plantations et de la quantité des foyers améliorés à distribuer par localité ; La mise en œuvre de l'initiative de la Grande muraille verte ; L'opérationnalisation du système national d'inventaire de gaz à effet de serre ; L'élaboration d'un Plan Climat ; L'intensification de la répression contre l'utilisation des emballages plastiques non conformes.

8)- Dans le secteur des mines, de l'industrie et du développement technologique, renforcement la priorité sera réservée aux activités ci-après : Le renforcement du suivi des projets miniers en cours d'exploitation, en vue d'assurer la commercialisation et les exportations des premiers minerais issus des différents gisements ; L'inauguration du projet d'exploitation industrielle de la bauxite de Minim-Martap ; La poursuite de la restructuration du secteur portant sur l'exploitation artisanale semi-mécanisée de l'or, en vue de renforcer les réserves d'or de l'Etat ; La poursuite de la mise en œuvre des plans de restructuration des entreprises stratégiques de l'Etat, notamment ALUCAM et CICAM.

9)- En matière de commerce, le Gouvernement mettra un accent particulier sur : Le renforcement de la visibilité de nos produits sur les marchés extérieurs ; L'intensification des activités

de sensibilisation, d'information et de formation des opérateurs économiques en vue d'un déploiement efficace dans le cadre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) ; La lutte contre les pénuries artificielles et les fraudes sur le marché.

10)- Dans le secteur des petites et moyennes entreprises, l'économie sociale et artisanat, le Gouvernement va s'atteler à la réalisation des activités ci-après : L'opérationnalisation de l'Entrepreneuriat au Cameroun ; La densification de l'offre en structures d'incubation ; L'accompagnement à la mise en place des clusters et des unités de production industrielle ; Le renforcement de l'opérationnalisation du mécanisme de financement par l'affacturage.

11)- Le programme économique, financier et culturel du Gouvernement pour l'exercice 2025 s'inscrit en droite ligne des Très Hautes Directives du Chef de l'Etat prescrivant l'élaboration d'un budget d'impulsion socio-économique, dont les déclinaisons permettraient d'avoir un fort impact dans la mise en œuvre des politiques publiques et sur le bien-être des camerounais. Il repose sur l'hypothèse d'un taux de croissance du Produit Intérieur Brut de 4,1 % et d'un taux d'inflation de 4 %. Au regard de ces projections, le budget de l'Etat pour l'exercice 2025 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de 7 317,7 milliards de Francs CFA, contre 7 278,1 milliards de F CFA en 2024, soit une augmentation de 39,6 milliards de Francs CFA en valeur absolue et de 0,5% en valeur relative. Ce budget est réparti ainsi qu'il suit : 7 250,8 milliards de Francs CFA, au titre du budget général ; 66,9 milliards de F CFA, pour les Comptes d'Affectation Spéciale.

André Noir



Special St. Valentine

13 FEB TO 18 FEB

- 02 nights in Cairo based on BB (Bed & Breakfast)
- 03 nights in HURGHADA on All-Inclusive Basis.
- The service of meet and assist at all destinations.
- All transfers by bus A/C Vehicles.
- Full day tour to Pyramids & Egyptian Museum
- Dinner Nile cruise including show
- English speaking guide
- Entry visa
- Airfares
- 4 Stars Hotel

Double Room / person
950,000 XAF

Single Room / person
1,150,000 XAF

 Rue Ecobank, face Bicec parking, Bonanjo
 Egyptair.dlasales@euro-world.in
 www.egyptair.com

 690 59 87 05 / 671 42 79 09
698 66 74 63
   EGYPTAIR